

**Lettre commune des secrétaires généraux de l'UNSA Fonction Publique, de l'UNSA
Éducation, de l'UNSA Justice, de l'UNSA Santé et sociaux public et privé
au Premier ministre et à leurs ministres respectifs**

Monsieur le Premier ministre,

La montée des violences au sein de la société française est une réalité alarmante qui exige une réponse globale, réfléchie et adaptée à la complexité de ce phénomène. Il est impératif d'élaborer des solutions durables, permettant d'améliorer les relations sociales et de renforcer les conditions d'un véritable "vivre ensemble". Cela implique de porter un projet de société construit en lien avec les professionnels des services publics, dont c'est la mission.

Malheureusement, cette approche n'a pas été celle du gouvernement précédent. En privilégiant des mesures réactives et une communication sensationnaliste, il a recyclé des solutions anciennes et dénaturé des dispositifs existants, aboutissant à des réponses inapplicables et inefficaces. Tout cela, sans véritable concertation.

Nous, secrétaires généraux de l'UNSA Fonction Publique, l'UNSA Éducation, l'UNSA Justice, l'UNSA Santé et sociaux public et privé, dénonçons cette situation. Nous plaidons pour un travail de fond, nécessaire à l'apaisement de la société, à contre-courant des réponses superficielles dictées par l'émotion ou des impératifs électoralistes.

Nous sommes profondément attachés à l'avenir de notre jeunesse, à son accompagnement, ainsi qu'à des démarches de prévention. Si nous ne rejetons pas les sanctions ou mesures de réparation lorsqu'elles sont justifiées et proportionnées, nous ne saurions accepter que seules des mesures répressives ou des appels à un « sursaut d'autorité » définissent une politique éducative qui doit être à la hauteur des défis de demain.

La jeunesse et sa prise en charge préventive sont les signes princeps d'une violence devenue plus systémique qui ne s'arrête pas aux portes de nos administrations. Les Agents Publics en sont les victimes récurrentes avec, trop souvent, des issues tragiques et parfois mortelles.

Face à l'augmentation de ces violences, à la réalité de celles et ceux qui en sont les acteurs, aux situations pour les victimes, dont les personnels que nous représentons, nos structures UNSA, avec le concours d'acteurs et d'experts de la société civile, entendent mener une analyse systémique approfondie. Celle-ci débouchera sur des propositions concrètes, conçues par des professionnels des services publics.

Nous, UNSA Fonction publique, UNSA Éducation, UNSA Justice et UNSA Santé et sociaux public et privé, pleinement mobilisées et en première ligne sur ce sujet crucial, sollicitons un échange avec vous. Nous souhaitons vous présenter nos analyses et propositions, ainsi que les lignes rouges que nous estimons essentielles à ne pas franchir.

C'est dans cette démarche de construction collective que nous vous invitons à œuvrer pour bâtir une politique publique en matière d'éducation, de justice, de sécurité, de santé et sociale, au service de la jeunesse et de la société française dans son ensemble.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.

Luc Farré

SG UNSA Fonction
publique



Morgane Verviers

SG UNSA Éducation



Jean-François Forget

SG UNSA Justice



Yann Le Baron

SG UNSA Santé et
sociaux public et privé

